Numéro 6 Octobre 2025

ISSN 2960-1606

RAVSE

Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales

Revue de Géographie du

LAVSE

https://revue.lavse.org/

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

RAVSE

Revue de Géographie du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales, publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor (SJIF)
https://sjifactor.com/passport.php?id=23819
Impact Factor : 5,333 (2025)

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur

Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Narcisse Bonaventure ASSI-KAUDJHIS,** Professeur Titulaire à l'UAO

Secrétariat administratif et technique

- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Guy Roger Yoboué KOFFI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Edouard Zadi ZOGBO,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Pierre Anvo AYEMOU,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Senguen KOUAKOU,** Assistant, Informaticien, à l'UAO
- **Adeline Olga BRISSY,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Enoc One GUEDE,** Maître-Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **DJAKO Arsène**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi

(Bénin)

- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KADOUZA** Padabô, Professeur Titulaire, Université de Kara (Togo)
- **BLE Celestin**, Directeur de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **ASSA** Rebecca Rachel A**.**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **BOUPKESSI** Tchaa, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **MÉDIEBOU** Chindji, Maître de Conférences Université de Yaoundé (Caméroun)
- **FANGNON** Bernard, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **YABI** Ibouraima, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **ABOUDOU** Ramanou Y. M. A., Professeur Titulaire, Université de Parakou (Bénin)
- **KOUMI** Rachelle, Maître de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **BARIMA** Yao Sabas, Professeur Titulaire, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **CHEIKH** Samba Wade**,** Professeur Titulaire, Université Gaston Berger (Sénégal)
- **PAPA** Sakho, Maître de Conférences, Cheikh Anta Diop (Sénegal)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Maître de Conférences, Université Abomey-Calavi (Bénin)

EDITORIAL

L'analyse de la vulnérabilité vise à comprendre les conditions et les expressions d'exposition néfaste aux catastrophes naturelles et aux crises dans le but de réduire leurs conséquences sur les populations, les territoires et les activités. La nécessité d'une approche géographique s'impose comme une réponse à la complexité de l'objet d'étude que constitue la vulnérabilité. La création de RAVSE résulte de l'engagement scientifique du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-environnementales logé à l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RAVSE est une revue spécialisée de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences mises en place par les sociétés dans un contexte de développement durable. Elle maintient sa ferme volonté de réunir les contributions venant d'horizon divers qui donnent à la vulnérabilité socio-environnementale son épaisseur géographique. Ce support de publication scientifique vient donc renforcer la visibilité des résultats des travaux de recherche menés sur les vulnérabilités socio-environnementales en géographie et les sciences connexes. RAVSE est au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent à l'analyse des vulnérabilités socio-environnementales. A cet effet, RAVSE accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées aux facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences.

Secrétariat de rédaction

COMITE DE LECTURE

- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KOUAME** Déhedé Paul, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **MAFOU** Kouassi Combo, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **N'GUESSAN** Kouassi Guillaume, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **KOFFI** Yéboué Stéphane Koissy, Maître de Conférences, Université Péleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

- **DJAH** Armand Josué, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **KOUASSI** Kouamé Sylvestre, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)

AVIS AUX AUTEURS

La Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales (RAVSE), Revue de Géographie du LAVSE (Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementale) diffuse de travaux originaux de géographie qui relèvent du domaine des «Sciences de l'homme et de la société». Elle publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé(CTS) de Lettres et sciences humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

1- Manuscrit

Les textes à soumettre devront respecter les conditions de formes suivantes :

- le texte doit être transmis au format document doc (word 97-2003);
- il devra comprendre un maximum de 60.000 signes (espaces compris), interligne 1,5, police de caractères Times New Roman 12 ;
- insérer la pagination et ne pas insérer d'information autre que le numéro de page dans le pied de page ;
- les figures et les tableaux doivent être intégrés au texte et présentés avec des marges d'au moins six centimètres à droite et à gauche. Les caractères dans ces figures et tableaux doivent aussi être en Times 12. Les titres des illustrations (carte, tableaux, figures, photographies) doivent être mentionnés ;
- Le comité de rédaction demande aux auteurs de préciser sur la première page :
    - Le titre du texte,
    - Pour chaque auteur, une notice comprenant :
        - les nom et prénoms,
        - le grade
        - le rattachement institutionnel,
        - l'adresse électronique,
    - Un résumé en un seul paragraphe de 1000 signes (espaces compris) maximum, qui devra être différent du premier paragraphe du texte. Il doit notamment énoncer l'objectif poursuivi par l'auteur.
    - Proposer six mots clés.
    - Proposer le texte lui-même.

NB : le résumé doit être traduit en anglais ainsi que les mots clés.

Le manuscrit doit respecter la structuration suivante : Introduction, Méthodologie, Résultats (analyse des Résultats), Discussion, Conclusion, Références bibliographiques (s'il s'agit d'une recherche expérimentale ou empirique).

Les notes infrapaginales, si elles existent, doivent être numérotées en chiffres arabes, rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à

d'autres langues que celle de l'article en italique (*Solanum lycopersicum*).
Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)
1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)
1.2.1. Troisième niveau (Times 12 italique sans le gras)

Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : **i**. annoncés, **ii**. Insérés, **iii**. Commentés dans le corps du texte.
La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

2- Notes et références

2.1. Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

2.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (T. K. YEBOUE, 2017, p. 18);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples:

En effet, l'objectif poursuivi par K. Kouassi (2012, p. 35), est «une meilleure appréhension des enjeux de la problématique de l'insalubrité dans l'espace urbain en général et à Adjamé (…)»

2.3. Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

2.4. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) **pour les articles et les chapitres d'ouvrage.**

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition

(ex: 2nde éd.).

2.5. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Par exemple:

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 345 p.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, PUF, Paris, 368 p.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, «Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre», *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, L'Harmattan, Paris, 153p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1991, Migration et structuration associative : enjeux dans la moyenne vallée. In : *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris, p. 117-139.

SEIGNEBOS Christian, 2006, Perception du développement par les experts et les paysans au nord du Cameroun. In : *Environnement et mobilités géographiques*, Actes du séminaire, PRODIG, Paris, p. 11-25.

SOKEMAWU Koudzo, 2012, « Le marché aux fétiches : un lieu touristique au cœur de la ville de Lomé au Togo », In : *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé*, Série « Lettre et sciences humaines », Série B, Volume 14, Numéro 2, Université de Lomé, Lomé, p. 11-25.

Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL).

3. Nota bene

3.1. Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article.

3.2. Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.

3.3. Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2-45.

3.4. En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.

3.5. Eviter de faire des retraits au moment de débuter les paragraphes, observer plutôt un espace.

3.6. Plan: Introduction (Problématique, Hypothèse), Méthodologie (Approche), Résultats (analyse des résultats), Discussion, Conclusion, Références Bibliographiques

Résumé: dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, faire une esquisse de la méthode et des résultats obtenus. Traduire le résumé en Anglais **(y compris le titre de l'article)**

Introduction: doit présenter le contexte, la situation problématique, le problème, les questions de recherche, les objectifs de recherche et si possible les hypothèses**.**

Outils et méthodes: (Méthodologie/Approche), l'auteur expose uniquement ce qui est outils et méthodes

Résultats: l'auteur expose ses résultats, qui sont issus de la méthodologie annoncée dans **Outils et méthodes** (pas les résultats d'autres chercheurs). L'Analyse des résultats traduit l'explication de la relation entre les différentes variables objet de l'article; le point "R" présente le résultat issu de l'élaboration (traitement) de l'information sur les variables.

Discussion: la discussion est placée avant la conclusion ; la conclusion devra alors être courte. Dans cette discussion, confronter les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager différences et similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats. La discussion est le lieu où le contributeur dit ce qu'il pense des résultats obtenus, il discute les résultats ; c'est une partie importante qui peut occuper jusqu'à plus deux pages.

Le Rédacteur en chef

Sommaire

KONE Basoma, KONAN Kouamé Hyacinthe *Les enjeux sécuritaires des changements climatiques sur la transhumance dans le Nord de la Côte d'Ivoire*	14
KOFFI Brou Émile, YÉO Brahima, DIALLO Issoufou *Grossesses en milieu scolaire : une gestion sociale et éducative pour la maintenance des filles à l'école dans la direction régionale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation du Hambol (Centre-Nord de la Côte d'Ivoire)*	31
OUSSOU Anouman Yao Thibault *Les enjeux spatiaux des pratiques culturelles dans la ville de Bouaké (Centre, Côte d'Ivoire)*	50
Aniko ALEME, Aklèsso Gnassigbé KEZIE, Essoyomèwè AKODABI, Tatongueba SOUSSOU, Tchaa BOUKPESSI *Conversion, intensités et vitesses des changements par intervalle de temps (1985-2005 et 2005-2023) des unités d'occupation et d'utilisation des terres du parc national de l'Oti-Keran (PNOK) au Nord-Togo*	66
KIARI FOUGOU Hadiza, ADOUM FORTEYE Amadou, MADJIGOTO Robert *Analyse de la perception de sécurité par les communautés rurales du lac Tchad : exemple de la Région de Diffa au Niger et des Provinces du Kanem et du Lac au Tchad*	86
TOGBE Janvier, KOFFI Amoin Prisca, BOHOUSSOU N'Guessan Séraphin *Investissements communaux et accessibilité des populations aux services de l'état civil à Danané (Ouest de la Côte d'Ivoire)*	99
Hamet Mahamane MAHAMADOU BACHIR, Moctar HASSANE, Kaka Kiari Boukar Kellou *Stratégies de contournement à l'expansion de groupes terroristes : cas de Boko Haram dans la région de Diffa au Niger*	115
TE Wrossépané Cynthia Charlène Epouse SERI, Bié Roméo *Itinéraires thérapeutiques et logiques sociales du recours à la médecine traditionnelle dans la prise en charge des troubles mentaux : Cas du département de Korhogo, Région du Poro (Côte d'Ivoire)*	135

PREGNON Lhey Raymonde Christelle *Évaluation cartographique de la dégradation environnementale du quartier Zone industrielle de Bouaké (Côte d'Ivoire)*	155
LANTONKPODE Aristide, BONI Gratien, WARI ABOUBAKAR Moussa, DJESSONOU Sènangla Franco-Néo Camus *Manifestations de la variabilité hydro-climatique dans les communes de Djidja, d'Agbangnizoun et d'Abomey (Bénin, Afrique de l'ouest)*	174
KONAN Kouakou Charles, AMALAMAN Marc Auriol, SOUMAHORO Saï Pou, TRA BI Zamblé Armand *Analyse en ondelette de la relation pluie-débit dans le bassin versant de la Marahoué (centre-ouest de la Côte d'Ivoire)*	198
QUENUM Comlan Irené Eustache Zokpénou *Gentrification urbaine et spéculation foncière dans les quartiers en reconstructions de Cotonou : cas des 2ème et 4ème arrondissements*	211
Boubacar BARRY, Cheikh Tidiane WADE, Dramane CISSOKHO *Regard croisé entre le foncier et les ressources ligneuses en Moyenne Casamance septentrionale*	230
DJORO-DJAPI Élodie Ange Éléonore, YRO Koulai Hervé, AKA Aké Brice Patrick *Logiques portuaires d'Abidjan face au besoin d'espace*	247
KOUASSI Kobenan Christian Venance *Expansion urbaine et dysfonctionnement du système d'assainissement dans la ville de Djébonoua : entre risques environnementaux et défis d'aménagement*	259
LILA RENI BIBRIVEN, ABOUBAKAR SALEH *Dynamique Érosive des Berges du Chari et son Impact sur un Territoire Urbain à N'Djaména : Une Étude de Cas du 1er Arrondissement (1993-2023)*	279
OUOBA Souleymane Jean-Claude, AFFO Fabien *La dynamique régressive de forêt classée de Wari Maro : quel ancrage du sacre ?*	316
MBENGUE Mamadou Saliou *L'atteinte des odd 1, 2 et 5 par les organisations communautaires : l'exemple de l'Union Régionale des Associations Paysannes de Diourbel (URAPD)*	333

Dominique Syrienne MINKOUE-MI-MBA, Clet Mesmin EDOU EBOLO, Marjolaine OKANGA-GUAY, Jean Bernard MOMBO *Evaluation du plan sectoriel pêche et aquaculture (PSPA, 2004 à 2014) : le cas des pêcheries de la région de l'estuaire au Gabon*	352
TANOH Kouamé Perèze *Economie circulaire, une réponse à la gestion des déchets solides ménagers et à la résilience économique des populations à Bouaké (Côte d'Ivoire) ?*	378
DIARRASSOUBA Bazoumana *Assainissement du cadre de vie urbain à Man (côte d'ivoire) : entre contraintes physiques et pratiques des populations*	394
NIAMIEN Kadjo Henri-Joel, KOUADIO N'Guessan Olivier *Caractéristiques sociotechniques et contraintes de la production piscicole dans la sous-préfecture de Bouaké*	408
Mor FAYE, Djibrirou Daouda BA, René Ndimag DIOUF *Variabilité climatique et stratégies d'adaptation dans les villes secondaires du Sénégal : Cas de Mboro*	422
BOULY SANE, Tidiane SANE, Cheikh FAYE, Fatima DIOP *Potentiel en eau souterraine et activités économiques dans la Sous-Unité de Gestion et de planification des Ressources en eau de la Moyenne-Casamance (Sénégal)*	439
KOFFI Guy Roger Yoboué, KOMENAN Komenan Gabin, KOUASSI Yao Privat *Usages phytosanitaires en maraîchage urbain à Bouaké (Côte d'Ivoire) : entre résilience économique et risques sanitaires*	464
KONAN Aya Suzanne *Contraintes et stratégies de durabilité de la filière banane plantain dans la Sous-préfecture de Bonon (Centre – Ouest, Côte d'Ivoire)*	483
MAHAMAT HEMCHI Hassane, BASSENA Pierre, OURSINGBE PASSAL Joachim *Souvenir des avenirs ratés de Faya-Largeau au nord du Tchad : entre utopie et perspective métropolitaine*	505
YAO Adjoua Victoire, BRISSY Olga Adeline *Accessibilité des personnes handicapées aux équipements à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)*	527

FIEDI N'Zoré Pascal, SEKONGO Fougo Valy, DJE Kouamé Casimir, DIOMANDE Beh Ibrahim *Stratégies d'adaptation des systèmes culturaux des acteurs de la filière Bananière : cas de la sous-préfecture de Daoukro (Centre-Est de la Côte d'Ivoire)*	542
KI Léonce *Les biens culturels burkinabè sur les listes de l'UNESCO*	560
YAO KOUADIO DONALD *Les danses traditionnelles en pays Baoulé : cas de la sous-préfecture de Sakassou (centre de la Côte d'Ivoire)*	574

LA DYNAMIQUE REGRESSIVE DE FORET CLASSEE DE WARI MARO : QUEL ANCRAGE DU SACRE ?

OUOBA Souleymane Jean-Claude, Doctorant en Sociologie des Ressources Naturelles, Ecole Doctorale des Sciences agronomiques et de l'Eau, Université de Parakou, Bénin,
BP. 123, **Email** : ouobajeanclaude78@gmail.com
AFFO Fabien, Professeur Titulaire, enseignant-chercheur à Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, Université de Parakou, Bénin,
B.P. 123, **Email** : affofabien2000@yahoo.fr
(Reçu le 12 août 2025; Révisé le 27 août 2025 ; Accepté le 28 septembre 2025)

Résumé
Cette recherche analyse la régression des valeurs symboliques de protection de la biodiversité à Wari Maro, à partir d'une démarche mixte, qualitative et quantitative, menée auprès de 262 enquêtés. Les résultats révèlent que 81 % sont des hommes, majoritairement agriculteurs, issus de groupes socioculturels hétérogènes et faiblement instruits, soit 44,2 % ayant le niveau 1er cycle secondaire et 30,2 % non scolarisés. La dégradation de la biodiversité est attribuée à la croissance démographique, à l'arrivée de migrants venus du Nord-Ouest Bénin, aux pratiques de chasse, à l'invasion pastorale et aux exploitations forestières. Par ailleurs, l'abandon progressif des normes culturelles et cultuelles telles que les totems, tabous et rituels, favorise une exploitation abusive et incontrôlée des ressources de la forêt classée de Wari-Maro, arrondissement de Bétérou, commune de Tchaourou.
Mots-clés : Biodiversité, valeurs et normes symboliques, Wari-Maro, Bétérou (Tchaourou).

THE REGRESSIVE DYNAMICS OF THE WARI-MARO CLASSIFIED FOREST: WHAT PLACE FOR THE SACRED?

Abstract
This research uses a mixed qualitative and quantitative approach to analyze the decline in the symbolic values that contributed to the biodiversity protection in Wari Maro. The study involved 262 participants, selected using a combination of purposive and random sampling methods. The findings show that 81% of the respondents were male farmers from diverse socio-cultural groups with low levels of education: 44.2% had completed lower secondary education while 30.2% had no formal education. Biodiversity degradation is widely recognized as being driven by demographic growth, the settlement of migrants from the north-west Benin, hunting, livestock incursions, and logging. Furthermore, the abandonment of cultural and religious norms, such as totems, taboos and rituals, encourages the uncontrolled and abusive exploitation of resources in the classified Wari-Maro forest, in Beterou, district of Tchaourou.
Key-words: Biodiversity, symbolic values and norms, Wari-Maro, Bétérou (Tchaourou).

Introduction

Cet article montre qu'au tréfonds des actions humaines sur l'environnement, le relâchement des valeurs symboliques et du sacré, constitue l'essence de la dynamique régressive de la biodiversité dans les périphéries de la forêt classée de Wari Maro. Pendant longtemps, la forêt classée de Wari Maro a été une référence en matière de ressources fauniques et de la flore. Mais depuis environ trois décennies, il est observé une dégradation très rapide et avancée des ressources de cette forêt.

De façon générale, la survie de l'espèce humaine est tributaire de l'accès aux ressources que lui offre la biodiversité. L'homme vit parce qu'il arrive à puiser dans ces ressources pour satisfaire ses besoins. La dépendance alimentaire et économique à la faune sauvage représente un défi majeur pour les gouvernements des pays concernés, notamment dans un contexte où les taux de pauvreté et d'insécurité alimentaire sont élevés, la démographie humaine est croissante, les modes de vie très dépendants des ressources naturelles et les écosystèmes naturels non protégés progressivement remplacés par des agroécosystèmes ou des espaces réservés à l'exploitation des ressources forestières et minières (D. Mallon et *al*. 2015, cité par N. van Vliet et al., 2017, p. 138). Ainsi, on retient que les relations de l'homme à la biodiversité sont à la fois complexes, controversées et fluctuantes (J-M. Breton, 2018). Dans un contexte de dégradation progressive des espaces forestiers, de perte de la biodiversité et d'accroissement de la pression démographique, les politiques publiques sur l'environnement et la biodiversité, sont de plus en plus confrontées par un problème de la nécessité de conserver et de gérer durablement les ressources naturelles renouvelables au bénéfice des générations futures. Les communautés locales, en tant que principales utilisatrices de la ressource, sont aussi de toute évidence en ligne de front pour assumer ce rôle. D'ailleurs l'un des principes de la cogestion exige que les communautés riveraines soient associées aux prises de décisions et à leur application. Cependant, le passage à l'action suscite encore des inquiétudes car, les risques d'échec sont jugés élevés.

En Afrique subsaharienne, il est fortement noté le sacré met l'homme en connexion avec les éléments de la nature tels que la terre, l'eau, le feu, les pierres, les monts, les espèces végétales et animales, etc. Ces registres nosologiques s'insèrent dans des considérations mythiques et des croyances symboliques. Ainsi, des cultes sont dits à l'un ou à l'autre de ces éléments pour invoquer des entités spirituelles à la protection de tout l'ensemble de l'écosystème. Le mythe et les croyances symboliques permettent aux individus d'être en perpétuel contact avec leur environnement visible et invisible. Cet héritage culturel est véhiculé au travers d'une idéologie liée à des forces occultes et de différentes représentations sociales transmises aux négro-africains par le biais des événements organisés au sein des sociétés (M. H. Ndiaye, 2019).

Une visite à Wari Maro, permet de se rendre à l'évidence que les ressources forestières sont profondément exploitées. Mieux, les espèces animales, autrefois jonchant les périphéries des localités, n'existent presque plus. Il en est de même avec les ressources de la flore qui ont également subi les mêmes pressions anthropiques.

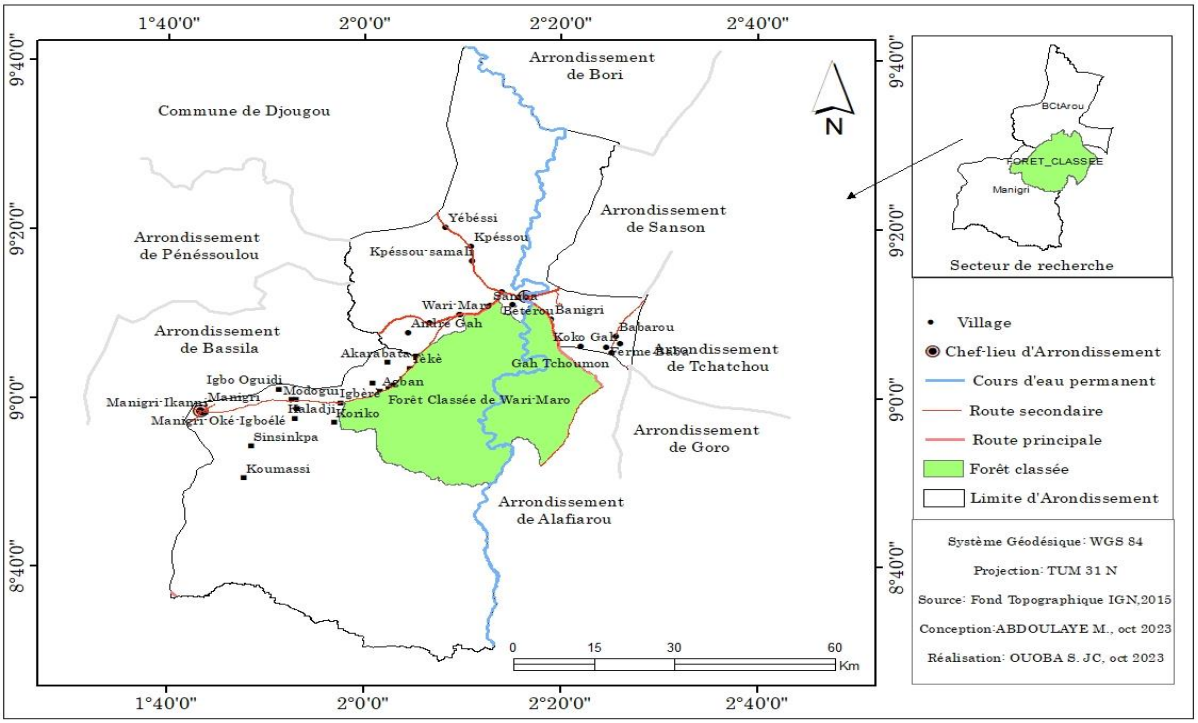
Cette recherche s'inscrit dans une démarche pluridisciplinaire, utilisant aussi bien des approches de la sociologie des organisations que de l'anthropologie des religions pour expliquer les fondements sociaux de la dégradation avancée de la biodiversité. Ainsi, la question principale que l'on pose est de savoir en quels termes s'explique la dynamique régressive des valeurs symboliques de protection de la biodiversité à Wari Maro ? Pour ce faire, l'hypothèse formulée postule que : le relâchement des valeurs symboliques et la profanation du sacré expliquent la dynamique régressive de protection de la biodiversité. Dans la suite de ce texte, les matériels et méthodes de collecte et de traitement des données sont définis. Puis, les résultats sont présentés autour de trois articulations. Enfin, la discussion a permis de dégager des implications scientifiques.

1. Matériels et méthodes

1.1.Zone de la recherche

La présente recherche a été conduite dans l'arrondissement de Bétérou, localisé dans la commune de Tchaourou, département de Borgou. Il est situé sur la route nationale inter-état bitumée (RNIE) Parakou – Djougou et est localisé entre N'dali, Djougou, Bassila (carte 1). Selon les données du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH4), l'arrondissement de Bétérou fait partie des trois arrondissements de la commune de Tchaourou qui ont connu un accroissement de l'effectif de la population estimée à 34 905 habitants en 2013 (INSAE, 2016). D'après plusieurs sources, les groupes socioculturels majoritaires sont respectivement du Nagot, suivi de Bariba et du peulh. Les autres qui s'y trouvent sont ceux migrants venus de l'Atacora et la Donga, à savoir : Wama, Ditamari et Lokpa. Les données ont été collectées dans six villages environnants la forêt : Wari Maro, Bétérou, Sinahou, Yébéssi, Banigri et Kpéssou.

Carte 1 : Localisation de la forêt classée de Wari Maro



Source : Réalisée par l'auteur, 2025

1.2.Groupes cibles et échantillon de la recherche

Cette recherche touche plusieurs catégories de la population à savoir les chefs religieux et coutumiers, les confréries des chasseurs, les producteurs agricoles et les éleveurs, les exploitants forestiers et les élus locaux. Chacune ces catégories d'acteurs occupe une position importante pour appréhender l'objet de la recherche qu'est le sacré et son ancrage dans la protection de la biodiversité.

Les personnes ressources à savoir les chefs coutumiers et religieux, les autorités locales, ont été choisies par échantillonnage par choix raisonné. Etant donné que la recherche ne peut pas prendre en compte tout l'effectif de la population, il a été procédé à l'échantillonnage aléatoire simple qui consiste à choisir les unités sur la base de la formule de Schwartz :

$$N = Z^2 p(1-p)/\mathrm{E}2$$

Avec

- N : taille de l'échantillon
- E : marge d'erreur acceptable
- p : proportion estimée de l'attribut étudié (si inconnue, on peut utiliser 0,5 pour maximiser la taille de l'échantillon)
- Z : valeur correspondant au niveau de confiance souhaité (par exemple, 1,96 pour un niveau de confiance de 95 %)

Selon le RGPH4, l'arrondissement de Bétérou compte 34 905 habitants. Considérant les critères d'inclusion qui nécessite que l'enquêté ait au moins 18 ans, on remarque

que la population totale de 18 ans et plus au sein de cette population est égale à 15070 soit p=0,43. Donc N deviens avec une marge d'erreur de 7 % :
Ainsi, selon la formule, on a :

- $Z^2 = (1,96)^2 = 3,8416$
- $p\ (1 - p) = 0,43^* 0,57 = 0,2451$
- $E^2 = (0,07)^2 = 0,0049$
- $n= 192,53$

La taille de l'échantillon, N, a été estimée à environ 193 (arrondie au nombre entier supérieur). Toutefois, l'étude a effectivement pris en compte 262 acteurs. L'élargissement de l'échantillon au-delà du seuil initialement calculé répond à la volonté de renforcer l'objectivité des résultats, conformément au principe de la loi des grands nombres propre à l'approche quantitative (Tableau 1).

Tableau 1 : Répartition synthétique des acteurs enquêtés

Catégories	**Nombre d'acteurs enquêtés**
Chefs religieux et coutumiers	23
Chasseurs	57
Chefs chasseurs	9
Elus locaux	13
Exploitants forestiers	9
Acteurs du secteur public	35
Acteurs du secteur privé	32
Autres citoyens	84
Total	**262**

Source : Données de terrain, 2024

Ce tableau illustre que la recherche a intégré une diversité de catégories d'acteurs, allant des adeptes des religions révélées aux praticiens des religions coutumières, en passant par les membres des confréries de chasseurs, les exploitants forestiers ainsi que les représentants du secteur public et celui privé.

1.3.Méthodes

La nature de cette recherche est mixte, à la fois qualitative et quantitative. Cela se justifie par la nature des données recherchées. Pour ce faire, trois techniques ont été utilisées. Pour les aspects qualitatifs de la recherche, la recherche documentaire a servi à faire une revue des connaissances disponibles sur la problématique. L'entretien semi-directif a permis de conduire des enquêtes qualitatives approfondies avec des personnes ressources telles que les agents des eaux et forêts, les chefs religieux et coutumiers et les autorités locales. Ces entretiens ont porté sur l'origine de la forêt, l'histoire sociale des communautés environnantes, les cultes traditionnels reliés à la forêt. Quant aux aspects quantitatifs, une enquête a été réalisée à l'aide d'un questionnaire construit autour les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés, les perceptions sociales de la forêt et de ses ressources, les ressources et

espèces animales et végétales en disparition, les activités humaines, les pratiques de chasse et leurs implications.

Pour le traitement et l'analyse des données, il a été procédé à l'analyse du contenu pour les données qualitatives et la statistique descriptive pour les données quantitatives. Par ailleurs, la théorie de l'interactionnisme symbolique de H. Blumer (1969) a servi pour l'interprétation des résultats. L'interactionnisme symbolique est défini comme une théorie centrée sur les interactions (les actions réciproques) entre les individus, entre les individus et leur environnement).

Selon la théorie, les échanges communicationnels ne se réduisent pas à des transmissions d'information, mais participent à la production et à la circulation de significations. Ce processus façonne la relation que les acteurs entretiennent avec les objets et, par conséquent, infléchit les dynamiques sociales et les résultats de l'action collective. Pour l'auteur, ces éléments essentiels pour la connaissance d'un phénomène place l'acteur social au centre de ses dynamiques. La théorie a permis d'expliquer comment les individus, chasseurs et autres acteurs sociaux agissent et s'interagissent sur les ressources de la faune et de la flore de la forêt classée de Wari Maro. Ces significations permettent de comprendre la manière dont les ressources naturelles sont perçues, valorisées ou exploitées et orientent ainsi les comportements individuels et collectifs. De ce fait, la gestion de la biodiversité apparaît comme le produit d'un processus social où la communication symbolique infléchit les représentations et les pratiques. Les résultats auxquels nous sommes parvenus se présentent dans la section suivante.

2. Résultats

2.1.Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

La situation sociodémographique des enquêtés s'articule autour de la répartition selon le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, les activités exercées, l'appartenance socioculturelle et les pratiques religieuses.

2.1.1. Répartition selon le sexe des enquêtés

La répartition des enquêtés selon le sexe permet d'appréhender la part des hommes et celle des hommes ayant participé à l'étude. Les résultats de traitement des données révèlent que plus de la majorité des enquêtés (81 %) sont de sexe masculin. Cette tendance peut se justifier par l'engouement à participer à l'enquête chez les hommes que chez les femmes. Cela tient bien son sens dans la mesure où l'homme est très souvent considéré comme le chef de ménage. Cependant, la proportion de 19 % des femmes ayant participé à l'enquête, représente celles leaders de groupements féminins ou ayant connu des expériences propres du milieu d'étude.

2.1.2. Répartition des enquêtés selon l'âge

Au départ, il était retenu que l'âge minimum des participants à l'enquête soit fixé à 18 ans. Mais, pour inclure des personnes susceptibles ayant une connaissance du milieu,

l'âge minimum a été ramené à 20 ans. Le tableau ci-dessous présente la situation de l'âge de nos répondants.

Tableau 2 : Situation de l'âge des enquêtés

	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type	Variance
Quel est votre Age ?	262	20	81	42,76	13,505	182,390
N valide (listwise)	262					

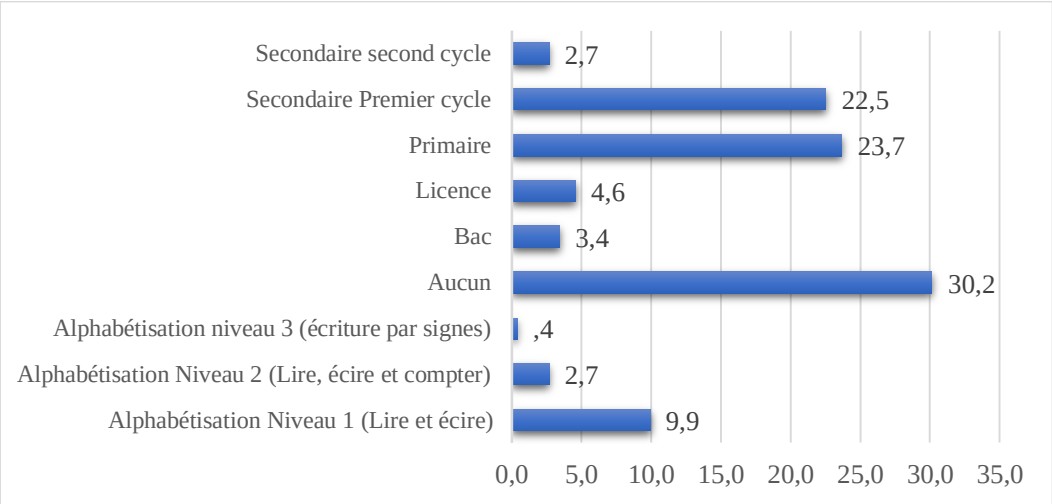
Source : Données de terrain, 2024

Les résultats du tableau montrent que l'enquêté le moins âgée a 20 ans et le plus âgée a 81 ans, soit une moyenne d'âge de 43 ans (± 14 ans). Cette moyenne d'âge montre que la collecte des données a pris en compte des personnes adultes ayant une bonne connaissance de la zone de l'étude et pouvant fournir des informations jugées utiles.

2.1.3. Répartition selon le niveau d'étude

Le niveau d'instruction permet de savoir le plus haut niveau d'étude atteint par des enquêtés. De même, l'enquête a pris en compte l'alphabétisation. La figure 1 fait le point du traitement des données recueillies concernant le niveau d'instruction des enquêtés.

Figure 1 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction et d'alphabétisation



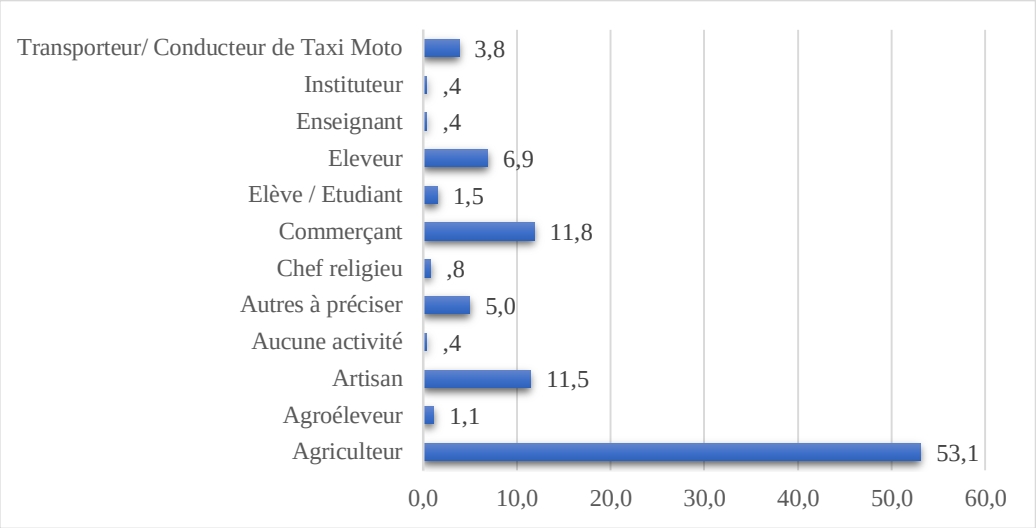
Source : Données de terrain, 2024

Les résultats de la figure 1 montrent que trois niveaux d'étude sont majoritairement observés chez des enquêtés. On remarque en première position ceux qui n'ont aucun niveau d'étude (30,2%), ensuite ceux qui ont un niveau d'étude primaire (23,7%) et enfin ceux qui ont un niveau d'étude secondaire premier cycle (22.5%). Cependant, il faut remarquer que ceux qui ont un niveau d'alphabétisation niveau 1 (Lire et écrire) ne sont pas négligeables avec une proportion de 9,9%. On remarque que ceux-là sont majoritairement ceux qui sont allé dans les écoles coraniques ou franco-arabe de la localité.

2.1.4. Répartition selon l'activité les activités exercées

Dans un premier temps, l'enquête a pris en compte l'activité principale des enquêtés (figure 2). Dans un second temps, nous avons fait une revue des activités secondaires.

Figure 2 : Activités principales des enquêtés



Source : Données de terrain, 2024

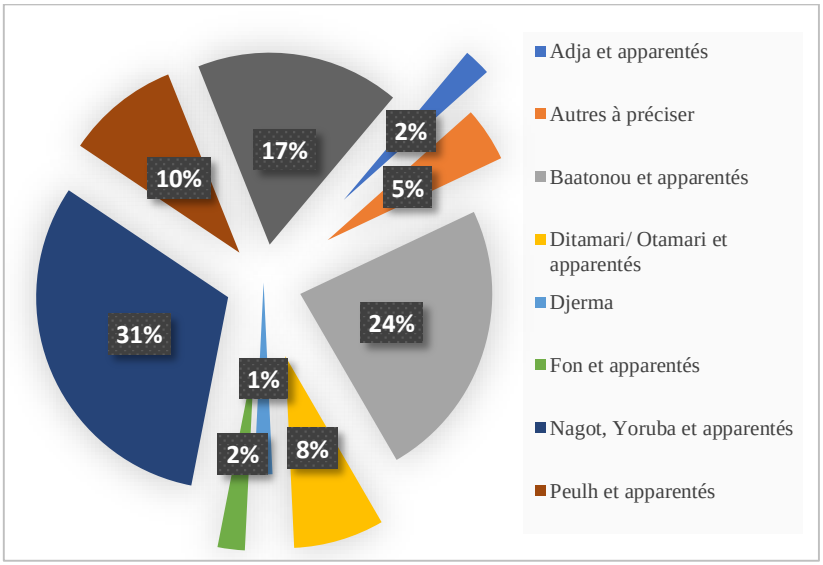
Les résultats de la figure 2 montrent que la principale activité des enquêtés est majoritairement l'agriculture (53,1 %). Viennent ensuite les commerçants (11,8 %), les artisans (11,5 %), les éleveurs (6,0 %) et les transporteurs (3,8 %). Les autres professions telles que les enseignants, les apprenants, les chefs religieux et autres, sont très peu représentées. Cependant, on peut dire que la configuration socioprofessionnelle des enquêtés permet de savoir que plusieurs catégories professionnelles ont été pris en compte.

En interrogeant les enquêtés leurs activités secondaires, 125 sur 262, soit 47,7 % exercent une activité secondaire. Les résultats montrent que pour ceux qui exercent des activités secondaires, l'agriculture (75,8%) reste également dominante. Les autres activités sont entre autres la chasse, l'exploitation forestière, la scierie, le vétérinaire, la transformation agroalimentaire, le griot… Ce résultat rejoint celui précédent sur les activités principales. On en déduit que les populations vivant dans les localités périphériques de la forêt classé de Wari Maro, sont à dominance agriculteurs.

2.1.5. Appartenance au groupe socioculturel

Les résultats d'analyse des données sur le groupe socioculturel, indiquent une très grande et variée diversité socioculturelle. La figure ci-dessous fait le point des différents groupes socioculturels que l'on retrouve dans l'arrondissement de Bétérou.

Figure 3 : Appartenance socioculturelle des enquêtés



Source : Données de terrain, 2024

La figure 3 montre que quatre groupes socioculturels sont majoritaires dans la localité. Il s'agit notamment des Nagot et apparentés (31%), des Yom/Lokpa et apparentés (24%), des Baatonou et apparentés (17%) et des Peulh (10%). Ces résultats se confirment par les données du RGPH-4 (2013) et du Plan de Développement Communale (PDC 4, 2022) qui montre que ces quatre groupes socioculturels sont majoritaires dans la l'arrondissement de Bétérou.

2.1.6. Pratiques religieuses des enquêtés

Le tableau 3 présente la répartition des enquêtés selon leur affiliation religieuse, offrant des *insights* sur la diversité spirituelle au sein des communautés de la forêt classée de Wari-Maro.

Tableau 3: Religions pratiquées par les enquêtés

Variables		Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Autres	0,4	0,4	0,4
	Catholique	19,8	19,8	20,2
	Autres chrétiens	1,5	1,5	21,8
	Religions endogènes	1,1	1,1	22,9
	Eglises évangéliques	10,7	10,7	33,6
	Islam	64,9	64,9	98,5
	Eglise Protestante	1,5	1,5	100,0
	Total	100,0	100,0	

Source : Données de terrain, 2024

La lecture du tableau 3 révèle trois principales religions pratiquées dans le milieu de recherche. La première qui se pratique majoritairement est l'Islam (64,9 %). Une telle tendance peut s'expliquer par la configuration ethnique dans le milieu. Elle est suivie de la religion catholique qui occupe une proportion de près de 20 %. La troisième

religion la plus pratiquée est celle représentée par les communautés évangéliques avec une proportion de 10,7 %. Les autres communautés religieuses à savoir : les églises protestantes (1,5 %), les religions endogènes (1,1 %) et autres (1,5 %) sont très peu présentes. Cette diversité religieuse peut influencer les perceptions et les pratiques en matière de chasse et de conservation de la biodiversité. Les religions endogènes et les autres affiliations représentent une part marginale de la population ; ce qui pourrait indiquer une influence culturelle moins prononcée dans la zone de recherche.

L'essor des religions monothéistes, en particulier l'islam et le christianisme, peut entraîner une érosion des pratiques et croyances endogènes. Les adeptes peuvent être attirés par les promesses de salut offertes par ces nouvelles religions. Les rituels et traditions associés aux religions endogènes pour la préservation de la biodiversité peuvent être négligés, entraînant une perte de diversité culturelle et spirituelle au sein des communautés. Dans certains cas, les nouvelles religions peuvent coexister avec les religions endogènes, entraînant un syncrétisme où les croyances et pratiques sont mélangées. Cela peut enrichir la culture locale, mais aussi diluer les croyances traditionnelles. Les nouvelles religions peuvent introduire des normes sociales différentes, affectant les rôles de genre au sein des communautés. Par exemple, certaines branches du christianisme et de l'islam peuvent promouvoir des rôles plus stricts pour les hommes et les femmes, modifiant ainsi les dynamiques socioculturelles autour de la biodiversité.

2.2.Disparition des ressources de la forêt telle que vue par des acteurs locaux

Dans l'ensemble des personnes enquêtées, il y a une reconnaissance de la disparition des espèces de la forêt. Bien que certaines espèces animales et végétales existent encore, les entretiens avec quelques personnes ressources, notamment les chefs chasseurs, les forestiers et le roi du village, révèlent une conscience croissante des impacts de la déforestation et de la chasse sur la biodiversité. En effet, 51% des enquêtés, témoignent de ce que la majorité des espèces végétales que contenait la forêt, a disparu de nos jours. En ce qui concerne les espèces animales, 64,1 % des enquêtés, trouvent que la majorité des espèces animales a également disparu. En outre, si 82,1% des enquêtés, pensent que les point d'eaux existent toujours, il n'en demeure pas moins que les ressources halieutiques sont largement détruites. Il ressort alors des résultats de recherche que, les communautés riveraines à la forêt classée de Wari Maro, sont réellement conscientes de la pression anthropique sur les ressources. Quelques témoignages sont apportés sur les activités humaines :

> « C'est parce que l'effectif de la population augmente que la forêt n'est plus grande. Il y a aussi l'arrivée de nos frères venus de l'Atacora qui sont à la recherche de terres cultivables. Il y de cela 30 ou 40 ans, il n'y avait pas d'étrangers comme aujourd'hui. Mais nos parents leur ont donné de terre et ils se sont installés. Cela est normal parce que, nous sommes appelés à vivre

> ensemble. Pour mener leurs activités, ils étaient obligés de couper les arbres parce qu'il y avait la forêt partout » (sage, Wari-Maro, Juin 2024).
>
> « C'est aussi le cas des peulhs éleveurs avec qui nous entretenons des relations difficiles aujourd'hui, surtout par rapport à nos champs. Vous savez combien les conflits éleveurs et agriculteurs sont devenus une situation qui persiste. C'est à cause de l'accès aux espaces de pâture, l'accès à l'eau. Leur arrivée a fait éloigner les animaux de la forêt. A tout cela s'ajoute une activité qui a beaucoup émergé ces dernières années : il s'agit des exploitations forestières. C'est en complicité avec des gens de la localité que tous les arbres (exemples de l'ébène et le Kosso) ont été coupés et dévastés pour fabriquer les meubles et pour faire du charbon » (Chasseur, Wari-Maro, Juin 2024).

Pour mieux comprendre le phénomène, la recherche s'est intéressée à savoir s'il existait des valeurs symboliques qui promeuvent la biodiversité et les raisons qui expliquent leur non observance de nos jours.

2.3.Existence de valeurs symboliques et cultuelles de protection des espèces de la forêt et causes de la disparition de ces valeurs

La biodiversité revêt une importance culturelle significative pour les habitants. Pour la préserver, il existe des entités spirituelles représentées par l'un ou l'autre élément de la biodiversité (arbre, eau, animal, pierre…), pour qui des rituels sont dits. Le verbatum suivant en témoigne :

> « Tu vois les montagnes qui se trouvent de l'autre côté, elles représentent l'un des fétiches de nos ancêtres. Quand il y a du trouble dans la forêt, nos parents allaient chercher de l'eau pour faire des libations en guise d'invocation de l'esprit des montagnes sur la situation que vit de la communauté. Par exemple, on peut lui faire des promesses de sacrifice si les demandes sont exaucées. Il y a aussi d'autres fétiches comme Asùn, Ogou et autres que les gens consultaient même en dehors du centre village ici, et ils font des promesses si ce dernier peut les sauver de la situation qu'il traverse (Chasseur, Wari-Maro, Juin 2024).

De même, il existe des tabous et totems qui ont un lien avec la protection de la biodiversité. C'est en cela qu'un lignage peut avoir comme totem, la consommation d'une espèce animale ou végétale ; ou un lignage est interdit d'abattre un animal ou un arbre. Si cela n'est pas observé, le lignage court des risques de malédiction susceptible d'affecter la vie des énièmes générations si les rituels d'expiation ne sont pas exécutés. C'est à cette curiosité que répondent un chasseur et un sage de la localité :

> « Oui il existe des interdits et totems. Par exemple, dans ma famille on ne tue ni le tigre (*Djanta*) ni le lion (*Akakou*) en langue Nagot. Ces animaux sont des totems pour nous. Mais si on me dit qu'il y un éléphant (*Adjinankou* en Nagot) qui est sorti quelque part et que je me lève et je me prépare, j'irai le tuer. Il y certaines personnes qui ne doivent pas tuer le lion, l'hippopotame, le phacochère mais qui en tuent allègrement. Il ne peut avoir que des répercutions sur leur vie » (Chasseur, Wari-Maro, Juin 2024).

Ces interlocuteurs renchérissent en relevant des totems globalement enseignés et pratiqués autrefois :

> « Il y a environ 50 ans, lorsqu'on disait qu'il y a un décès et que le corps se trouve tout près, vous avez peur de vous approcher et jeter un coup d'œil. Mais de nos jours, lorsqu'on dit qu'il y a décès et que le corps est encore là, les enfants sont les premiers à être sur les lieux pour aller voir. En notre temps, un enfant est interdit de voir un corps… On n'a plus peur de ça aujourd'hui, et ceci, à cause de certains phénomènes comme le téléphone portable, la télévision, les réseaux sociaux. La peur du sacré n'est plus. Aller couper les arbres dans une forêt sacré et s'installer, ne dit rien à personne. Toutes ces choses ont fait que les choses sacrées surtout du côté de la tradition, n'ont plus de valeur dans la communauté » (Roi de Wari Maro, Juin 2024).

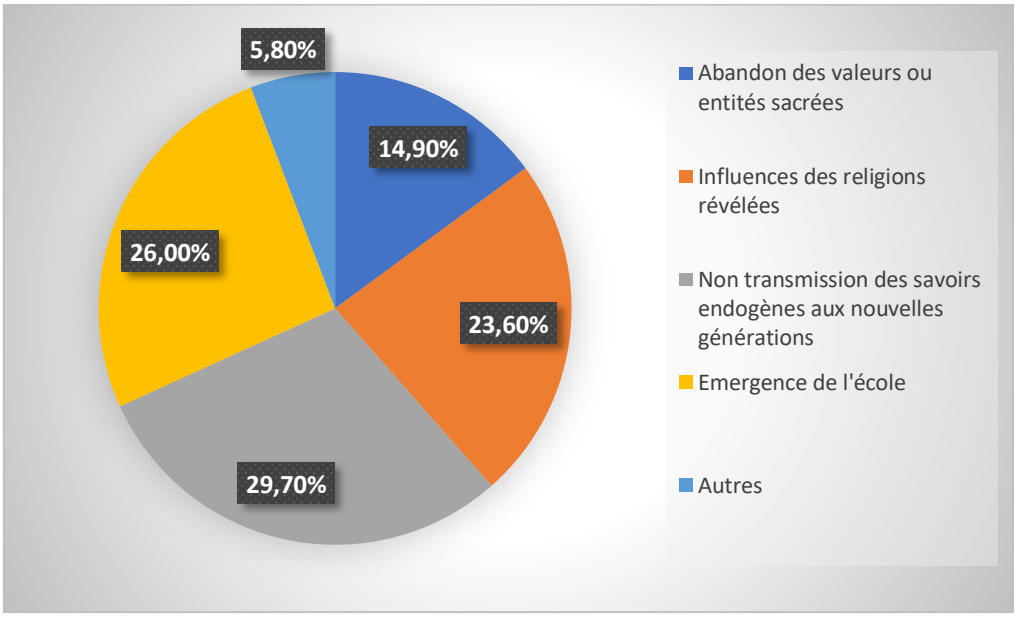
> « Quand on suivait nos parents pour la chasse, on nous disait de tuer uniquement les mâles et de laisser les femelles vivre à cause de demain. Mais aujourd'hui, on dresse des pièges dans la forêt pour tuer tous les animaux, petits ou grands. Ces pièges ne distinguent ni le mâle ni la femelle. » (Chasseur, Wari-Maro, Juin 2024).

Ces verbatim corroborent les argumentaires sur l'existence de référents mythiques, symboliques et spirituels qui permettaient autrefois de préserver la biodiversité. Cependant, il apparait que ces valeurs ne sont plus de mise depuis plusieurs années. Les investigations ont porté ensuite sur les causes de la non observance de ces valeurs.

2.4.Causes liées à la non observance des tabous et interdits sociaux

Plusieurs raisons sont émises par nos enquêtés pour expliquer le relâchement des valeurs mythiques, symboliques et spirituelles liées à préservation de la biodiversité. La figure ci-dessous résume les causes évoquées par les enquêtés.

Figure 4 : Causes associées à la non-observance des valeurs symboliques de protection de la biodiversité



Source : Données de terrain, 2024

D'après les résultats de la figure 5, les principales raisons de la disparition de certains points d'eaux sont : la non-transmission des savoirs endogènes aux nouvelles générations (29,70%), l'émergence de l'école (26%), l'influence des religions révélées (23,60%) et l'abandon des valeurs ou entités sacrées (14,90%). Comme le confirme le délégué de Bétérou :

> « On avait un marigot du nom de *Gnagoro* où les communautés des villages de Wari-Maro, Sinahou, Kika, Oubérou, Kpassatona et Koko vont pêcher. Avant, des cérémonies sont faites avant toute activité de pêche. Quand on le fait un gros boa sort de l'eau et reste à l'écart et après la pêche il retourne dans l'eau. On pratique cette pêche sous forme de rotation en laissant un an d'écart. La pêche se faisait une fois, une seule journée. A un moment donné, des individus y ont mis des produits pour de pêcher les poissons. C'est à partir de là que ce point d'eau a tari et tout est terminé » (Délégué Bétérou, Juin 2024).

D'autres enquêtés trouvent des arguments mettant en relief le manque d'enseignement du sacré d'une part et d'autre part, la dynamique d'occupation des terres suite à la croissance démographique :

> « Il s'agit d'un manque d'éducation de base sur le sacré. Quand on vous l'inculque cela reste. Malheureusement, les jeunes gens ne sont pas intéressés aux secrets traditionnels sur les choses sacrées et aider à les pérenniser » (Citoyen, Kpéssou, Juin 2024).

> « C'est vraiment pertinent surtout à cause de la pression qu'il y a eu sur les forêts classées et également sur les parcs nationaux.

> Cependant, la situation est un peu maîtrisée et il n'y a plus de Braconnage. Car c'est au niveau du braconnage que cela se fait le plus remarqué. Nous, quand on prend service, on fait les sensibilisations auprès des chasseurs pour leurs expliquer un peu les problèmes de chasse et comment il faut chasser mais c'est comme de l'eau versée sur le dos du canard ; ça ne leur dit rien. Et leur habitude surtout au niveau de Wari-Maro ils vont chasser la nuit et quand ils tuent les gibiers ils essaient de les cacher et après vous allez les retrouver dans les marmites chez les bonnes dames vendeuses de nourriture. C'est compliqué hein vous allez trouver les lapins, les biches, les phacochères quelques rares fois des viandes de crocodile ou d'éléphant qu'ils n'arrivent pas à tuer pour le moment à cause des surveillances. C'est un problème très compliqué et les forêts où ces chasseurs ont peur d'intégrer c'est des forêts sacrées. Donc quand on dit que c'est forêt sacrée ça veut dire que la communauté a les yeux sur ça et tout le monde a peur d'y entrer pour faire quoi que ce soit mais au niveau des forêts classées, celle de Wari-Maro vraiment il y a colonel à la retraite qui est en train de faire un travail pour que cette forêt soit transformée en une réserve de biosphère mais le processus est en cours et ça n'a pas encore abouti et nous prions que cela aboutisse. Sinon vraiment ça ne va pas et c'est une forêt qui regorge vraiment de ressources surtout fauniques, il y a vraiment des animaux là-dedans : les singes, les biches, les phacochères, les lapins qu'ils en tuent tous les jours ; vraiment c'est difficile. » (Forestier, Bétérou, Juin 2024).

Les perceptions des communautés de Wari-Maro face à la destruction de la faune et de la flore, révèlent ainsi une conscience aiguë des enjeux environnementaux, cultuels, culturels, économiques technologiques, etc. Les témoignages recueillis montrent que la biodiversité est perçue non seulement comme un élément vital pour la survie économique, mais aussi comme une composante essentielle de l'identité culturelle. Elles révèlent aussi une profonde connexion entre les habitants et leur environnement. Cette relation est marquée par une conscience aiguë des enjeux écologiques et culturels, ainsi qu'un engagement croissant en faveur de la conservation.

3. Discussion

En se fondant sur la théorie de l'interactionnisme de H. Blumer (1969), les résultats obtenus de cette recherche soulèvent trois axes de discussion. Le premier axe évoque une logique de conquête de l'espace par tout l'écosystème, le deuxième traduit la reconnaissance générale de la dégradation de la biodiversité et le troisième note la sécularisation du rapport entre le sacré – homme – biodiversité.

Les résultats de la recherche ont montré une présence des acteurs majoritairement ruraux dans les localités de recherche. En considérant les activités principales et celles secondaires des enquêtés, il apparait que la survie de l'espèce humaine dépend de l'exploitation des ressources de la biodiversité. Les acteurs sont constitués presque essentiellement des hommes, considérés comme les chefs d'exploitation. De plus, les résultats ont montré le faible niveau d'instruction des enquêtés dont l'ensemble de ceux qui ont étudié jusqu'au 1er cycle secondaire est de 44,2 %, et aucun niveau 30,2 %. Mieux encore, les résultats ont révélé une hétérogénéité de groupes socioculturels en présence. Cela suppose que l'arrondissement de Bétérou, est très convoité pour les activités. On en déduit que l'arrondissement subi une conquête de l'espace par les acteurs qui y viennent. Ces résultats corroborent ceux de F. Boyer (2018, p. 30) et G.S. Nouatin (2020, p. 174) qui postulent que la commune de Tchaourou reste très convoitée par les mouvements migratoires. Il rejoint également C. Lacirignola (2017) qui indiquait déjà plus tôt que le mouvement migratoire est accéléré par la croissance démographique de la population.

En ce qui concerne le deuxième axe de discussion, les résultats ont montré qu'à l'unanimité, les populations riveraines sont conscientes de la destruction avancée des ressources de la forêt. Les verbatim rapportés en témoignent largement. La position sceptique des acteurs enquêtés quant à une régénération de la biodiversité, justifient l'ampleur du phénomène. En effet, les résultats indiquent que la croissance démographique, l'installation des populations des migrants venus de la zone Nord et de l'Ouest, les pratiques de chasse traditionnelle, l'arrivée des éleveurs et les exploitations forestières, sont autant de réalités qui expliquent la position des enquêtés. Ces résultats sont en phase avec les travaux de R. C. Sawadogo (2012) qui concluent que les facteurs anthropologiques, leurs expressions, sont fonctions des prestations et des représentations que les hommes se font de leur environnement.

Pour le troisième axe de discussion, il se dégage de l'analyse et l'interprétation des données permettent de dire que la désacralisation du sacré, influence fortement le comportement des acteurs. Cela se traduit par la méconnaissance ou l'ignorance des mythes claniques, le relâchement des pratiques communautaires favorables à l'environnement et la sécularisation de l'espace public qu'est la forêt classée de Wari Maro. Plusieurs réalités liées aux totems, aux tabous, aux cultes dédiés aux entités naturelles, ont été citées comme des pratiques en disparition ; et ceci en raison de l'évolution du monde contemporain. Ces résultats s'insèrent dans les champs d'analyse de Deopa et Rinaldo (2023, p. 34) qui pensent que les croyances des religions traditionnelles africaines ont un lien avec les changements forestiers contemporains au Bénin. Les observations de J-P. Colin (2017) et R. Ehinnou Koutchika *et al.*, (2013) soutiennent également que l'intégration des pratiques traditionnelles dans le processus de gestion moderne des aires protégées ou de la biodiversité pourrait en constituer une stratégie efficace et durable.

Conclusion

Cette recherche contribue aux débats scientifiques et de développement sur la préservation de la biodiversité. Elle a été conduite dans la commune de Tchaourou, plus précisément dans l'arrondissement de Bétérou, ayant connu un accroissement de la population les deux dernières décennies. Fondée sur une approche socio anthropologique, la recherche met en exerce l'hétérogénéité des groupes socioculturels, mais avec une prédominance des activités agricoles et connexes. Elle confirme une prise de conscience générale des populations sur la dégradation de la biodiversité due aux actions anthropiques. Il est apparu que le relâchement des normes et valeurs culturelles et cultuelles ont beaucoup influencé l'attitude des uns et des autres face à l'exploitation des ressources. Les perspectives de recherche pourraient porter sur le rôle et la responsabilisation des chasseurs dans les nouveaux défis sécuritaires dans les zones forestières.

Références bibliographiques

BLUMER Herbert, 1969, *Symbolic interactionism: Perspectives and methods*, Englewood, Prentice-Hall, p. 349-356

BOYER Florence, 2018, Afrique de l'ouest : des complémentarités anciennes et fragiles entre agriculture et migration, In *S. Mercandalli, & B. Losch, Une Afrique rurale en mouvement. Dynamiques et facteurs des migrations au sud du Sahara*, Rome, FAO et CIRAD, p. 30-31.

BRETON Jean-Marie, 2018, « Biodiversité, écologie et droit », In *Études caribéennes*, mis en ligne le 15 octobre 2018, consulté le 19 août 2022. URL : http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/13001 ; DOI : https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.13001

COLIN Jean-Philippe, 2017, Emergence et dynamique des marchés fonciers ruraux en Afrique sub-saharienne, Montpellier, Les Cahiers du Pôle Foncier, 121 p.

DEOPA Neha et RINALDO Daniele, 2023, Sacred Ecology: The Environmental Impact of African Traditional Religions, *Working Paper arXiv preprint arXiv:2401.13673 [econ.GN]*, Cornell University, p. 1-89. https://doi.org/10.48550/arXiv.2401.13673

EHINNOU KOUTCHIKA Romaric Iralè, Agbani Pierre Onodjè & Sinsin Brice, 2013, Influence des perturbations anthropiques sur la biodiversité des bois sacrés du Centre Bénin. In *International Journal of Biological and Chemistry Sciences – IJBCS*, Volume 7, Numéro 1, p. 306-318.

INSAE, 2016, Principaux indicateurs socio démographiques et économiques (RGPH4-2013), Cotonou, Primature, 25 p.

LACIRIGNOLA Cosimo, 2017, Migrations rurales : l'agriculture et le développement inclusif au service de la résilience en Méditerranée. In *Annuaire IEMed de la Méditerranée 2017*, Barcelone, Institut Européen de la Méditerranée (IEMed), p. 328-332.

MALLON David P., HOFFMANN Michael, GRAINGER Matthew James, HIBERT Fabrice, VAN VLIET Nathalie et MCGOWAN Philip J.K., 2015, *An IUCN situation analysis of terrestrial and freshwater fauna in West and Central Africa*. Occasional Paper of the IUCN Species Survival Commission No. 54. Gland, Switzerland and Cambridge, UK: IUCN. x +, 162 p.

NDIAYE Malick Hamidou, 2019, Le rôle du mythe dans les rites d'initiation traditionnelle négro-africains au service de la cohésion sociale, Document de travail, Université Gaston Berger de Saint Louis, p. 1-14.

NOUATIN Guy Sourou, 2020, (In) sécurité foncière et production d'anacarde dans la commune de Tchaourou au Bénin, In : *Revue internationale de recherche en communication, éducation et développement*, Numéro spécial, p. 168-206.

SAWADOGO Ram Christophe, 2012, Connaissance des pratiques traditionnelles de gestion de l'environnement : préalable et base sociologique de l'efficacité des stratégies actuelles de sa conservation. In *A. Dia & R. Duponnois (éds.), La Grande Muraille Verte*, IRD Éditions, p. 61-82. https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.3292

VAN VLIET Nathalie, KAMENGE Faustin Tokate, SANDRIN François et RATIARISON Sandra, 2017, Gérer la faune dans les milieux ruraux fortement dégradés : Les leçons de Phalanga-Mbuda en République démocratique du Congo, In : VAN VLIET Nathalie, NGUINGUIRI Jean-Claude, CORNELIS Daniel et LE BEL Sébastien (eds), Communautés locales et utilisation durable de la faune en Afrique centrale, Libreville – Bogor – Montpellier, FAO – CIFOR – CIRAD, p. 129-139.